Session 1 – Haro sur la mondialisation

Vendredi 3 Juillet – 15h00 à 16h05

Lionel Fontagné

La crise sanitaire globale que nous traversons a trouvé la mondialisation en un suspect idéal. En première analyse en effet trois phénomènes sont en cause. Premièrement, les mouvements de personnes au niveau international ont nécessairement facilité la transmission du virus, même si la majeure partie des transmissions s'est probablement faite au niveau local. Deuxièmement, l'organisation mondiale des chaînes de valeur et les logiques globales d'approvisionnement ont éloigné producteurs et utilisateurs d'un certain nombre de produits de première nécessité (matériels de protection, tests, voire certains médicaments) pendant la crise sanitaire, ce qui a rendu les tensions d'approvisionnement vulnérables à des entraves aux exportations. Troisièmement, mondialisation et protection de la planète n'étant pas toujours allées de pair, cette crise sanitaire rappelle que les interactions entre humains et environnement peuvent tourner au désavantage des premiers.

Une telle analyse a l'avantage de dédouaner les errements des politiques de santé publique : les alertes n'ont pas manqué (épidémie du SRAS il y a 17 ans, de la grippe A (H1N1) il y a dix ans, épidémie d'Ebola en Afrique il y a cinq ans), sans que des stocks de matériel médical soient constitués ni les capacités d'accueil en réanimation ajustées. Cette analyse conforte les antiennes populistes rejetant sur l'extérieur nos propres difficultés d'adaptation à un monde évolutif, sur le plan sanitaire aujourd'hui mais aussi sur le plan technologique.

D'où des remèdes proposés : il faudrait relocaliser les productions, retrouver une autonomie en matière de recherche et de technologies avancées, bref démondialiser. Cet agenda a été largement repris dans les commentaires et dans des propositions de politique économique.

La bonne nouvelle pour les promoteurs de cet agenda est que le processus de déglobalisation semble engagé, et ceci indépendamment du Covid. En réalité, c'est la catastrophe de Fukushima et les inondations en Thaïlande la même année qui ont alerté les entreprises sur le risque d'un fractionnement excessif de leurs chaînes de valeur, et encore plus sur le risque de la dépendance à un seul fournisseur. A cette prise de conscience s'ajoutent les progrès de la robotique (voire de l'impression 3D) permettant de relocaliser certaines productions tout en augmentant la différentiation des produits, sans oublier le recentrage de la Chine sur sa demande domestique. D'où la stagnation, voire le recul, de la globalisation commerciale (le ratio des échanges commerciaux au revenu national) contrastant avec sa forte progression pendant la décennie précédant la crise financière. Finalement, la guerre commerciale engagée par les Etats-Unis, visant à la fois à découpler l'économie américaine de la Chine et à freiner le rattrapage technologique de cette nouvelle puissance, a renforcé ce changement de paradigme : n'oublions pas que la première salve de sanctions américaines à l'encontre de la Chine a porté essentiellement sur des produits

intermédiaires (des pièces et composants provenant de Chine), ciblant ainsi explicitement les chaînes de valeur mondiales.

Si le revirement des politiques économiques à l'égard de la mondialisation a connu une accélération avec la crise sanitaire (cf. les restrictions aux exportations de matériel sanitaire par plus de cinquante pays, les restrictions aux exportations de céréales, ou le contrôle généralisé des investissements étrangers), il n'est pas certain que cet infléchissement soit durable. Il y a deux raisons à cela.

Premièrement, réorganisation des chaines de valeur ne signifie pas nécessairement déglobalisation. Ce qu'ont montré les crises à répétition rappelées plus haut est que la diversification des fournisseurs est indispensable. Cela ne signifie pas nécessairement revenir à des fournisseurs nationaux, au-delà de quelques produits jugés stratégiques. La relocalisation des activités restera partielle. Deuxièmement, les nouvelles méthodes de travail expérimentées à grande échelle pendant le confinement ont ouvert la voie à une massification du travail à distance, dont les délocalisations dans les services sont la version ultime. On pourrait donc assister à un double mouvement de relocalisation partielle dans l'industrie (les robots remplaçant les postes de travail délocalisés) et de délocalisation de nombreuses fonctions dans les services. Ce que vous pouvez faire installé dans votre salon, un autre que vous peut le faire tout aussi bien dans un pays à bas salaire. Et l'on n'arrête pas les échanges de services aussi facilement que ceux de produits : il n'y a pas de droit de douane sur les services : les seuls obstacles aux échanges sont la langue et les différences réglementaires.

Ces limites au processus de relocalisation sont peut être une bonne nouvelle, car si la déglobalisation devait être durable et prononcée, elle aurait un coût effaçant les gains de la mondialisation. La mondialisation a été source de productivité (donc de revenu à distribuer), de concurrence (donc de prix contenus), de nouvelles variétés de biens de consommation (proposées à prix bas). Les études empiriques convergent pour donner un ordre de grandeur de pouvoir d'achat additionnel correspondant à 1 000 euros par ménage français et par an.

La mondialisation a aussi créé des inégalités que n'ont pas toujours corrigé les politiques de redistribution et d'éducation : ne suivant pas toujours la ligne de partage entre qualifiés et non qualifiés, la mondialisation a avant tout pénalisé les salariés effectuant des tâches répétitives, employés dans des entreprises exposées à la concurrence des pays à bas salaires en raison de leur portefeuille de produits, et localisées dans des bassins d'emploi fragilisés par un moindre niveau d'éducation. La question ouverte est de savoir si un recul de la mondialisation corrigerait ces inégalités d'opportunités. Rien n'est moins sûr, car mondialisation et progrès technique ont les mêmes effets. Si la première peut être bousculée, le second est nécessaire à nos économies pour sortir par le haut de la situation dans laquelle les plonge la crise actuelle.

Lionel Fontagné, 22 juin 2020